

Faites entrer France TV !

Depuis quelques mois, l'audiovisuel public fait l'objet d'une attention toute particulière de l'Assemblée nationale. Dans ce pays on pourrait par exemple enquêter sur les dérapages budgétaires abyssaux des EPR, sur les centaines de milliards d'aides publiques distribuées sans contreparties aux entreprises privées, ou encore sur les morts au travail (deux par jour, soit deux fois plus que chez nos voisins européens), non, on préfère enquêter sur l'audiovisuel public... Visiblement une priorité pour certains bords politiques.

Sur le principe, nous n'avons rien contre. Le contrôle parlementaire est sain. La transparence est nécessaire. Et le débat démocratique indispensable.

Mais encore faut-il qu'une commission d'enquête ressemble à une commission d'enquête.

Créé à la base pour examiner son fonctionnement, son financement, son pluralisme, ses pratiques éditoriales, ce à quoi nous assistons ressemble plus à un spectacle affligeant oscillant entre tribunal improvisé, télé réalité et règlements de comptes en direct. On en viendrait presque à regretter de ne pas avoir diffusé ce cirque en prime time, comme un nouvel épisode de « Faites entrer l'accusé ! »

Car il faut bien reconnaître que le niveau du débat a parfois pris des chemins malaisants. Entre les insinuations, les procès d'intention, les menaces échangées en direct live, certains élus semblent avoir confondu **contrôle démocratique** et **tribunal médiatique**.

Le problème n'est pas que l'audiovisuel public soit questionné. Le problème, c'est **la manière** dont il l'est et **surtout par qui** !

Quand une commission passe son temps à affirmer que le travail des journalistes serait globalement militant, quand elle se transforme en procès permanent de l'indépendance rédactionnelle, quand chaque audition ressemble à un interrogatoire sur les opinions supposées de notre ligne éditoriale... on ne cherche plus à comprendre un service public.

On accuse ses journalistes d'être des marionnettes mais on veut en faire des pantins.

On réclame la liberté d'expression... mais on soupçonne immédiatement de militantisme toute ligne éditoriale qui ne correspond pas à ses propres convictions.

On réclame les salaires à nos têtes de gondole, mais ce sont les mêmes députés qui votent le secret des affaires, refusent de rendre publique leurs notes de frais ou hurlent à l'inquisition lorsqu'ils ont l'obligation de remplir leur formulaire de HATVP, Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

On demande des comptes... mais on transforme chaque réponse en preuve supplémentaire de culpabilité.

Autrement dit : **le verdict est écrit à l'avance**. On cherche à **l'intimider**, à le mettre au pas, à le préparer au démantèlement.

Quand le pouvoir enquête sur ceux qui l'informent, la démocratie devrait toujours se méfier

Et les conséquences ne se sont pas fait attendre. Profitant de l'ambiance, le Premier Ministre nous a discrètement retiré 15 millions d'euros supplémentaires.

Pas 15 millions de privilèges : 15 millions de moyens en moins !

Moins d'investissements, moins de programmes, moins de capacité à remplir notre mission de service public. Ses coupes budgétaires à répétition commencent à se voir à l'antenne. Des coupures de pubs omniprésentes dans les JO d'hiver, nos amis Anglais battus pour la première fois de leur histoire par les Italiens dans le tournoi des 6 nations, mais sur TF1, France Télévisions a été obligé de revendre certains matchs.

Plus nos moyens baissent, plus la critique monte. Pratique !

C'est exactement par cette stratégie que vous pouvez facilement vous débarrasser d'un service public : **en faire un clone du privé.**

D'un autre côté si nous avons une ligne éditoriale claire et rigoureuse, nous ne prêterions pas le flanc aux critiques.

Las, on constate que nos soirées électorales sur France 2 donnent la priorité à l'extrême droite, à tel point qu'un grand hebdomadaire s'est fendu d'un « billet » sur le sujet, que sur franceinfo des journalistes présentateurs de « talks » tirent à boulets rouges sur La France Insoumise et ou surfent sur des fake news...

Dernière en date, le relais ignoble que s'est fait l'antenne de notre chaîne d'info de la fausse déclaration de Bally Bayagoko, « Saint Denis, la ville des noirs » la vraie déclaration étant, « Saint Denis la ville des rois et du peuple vivant », devise de la ville.

Par ailleurs, en déléguant à des producteurs privés nos magazines, nos documentaires, instantanément, des voix s'élèvent pour s'interroger de qui fait quoi et produit quoi. On l'a vu cet été avec un documentaire sur une ex-ministre des sports, ou plus récemment, sur un magazine consacré à la nouvelle coqueluche de l'extrême droite : Jordan Bardella. Quand nous produisions en interne, ces polémiques n'existaient pas.

Mais à force de vouloir mettre l'audiovisuel public au banc des accusés, certains responsables politiques ont surtout réussi à démontrer une chose : **l'indépendance journalistique reste indispensable.** Non ! ce n'est pas un pouvoir de nuisance, mais un pouvoir de porter la vérité. Une vérité qui dérange, et en particulier l'extrême droite, en embuscade, dont les milliardaires/propriétaires de chaînes privées aimeraient nous dissoudre pour récupérer notre gâteau publicitaire, nos programmes, notre savoir-faire, nos contrats sportifs, afin de faire fructifier leurs petites affaires et imposer leur idéologie ultra libérale et réactionnaire.

Mais que va-t-il rester de cette commission ?

Certains lui prédisent un enterrement de première classe, tout cela pourrait finalement faire « pschitt ! »

Et pendant ce temps-là, les techniciens, les journalistes, les administratifs, tous les salariés de l'audiovisuel public essayent simplement de mener à bien leur mission :

Ils informent.

Ils expliquent.

Ils racontent.

Bref, ils font exactement ce qu'on leur reproche :

Leur travail.

Paris, le 25 mars 2026